

Economie verte

- Les membres de Swiss Retail Federation sont favorables à une économie durable et respectueuse des ressources naturelles ainsi qu'à une politique environnementale efficace et économiquement viable.
- Les enjeux environnementaux sont globaux et doivent être résolus par une collaboration internationale. Une démarche extrême de la Suisse menacerait ses emplois et sa place économique.
- L'initiative renchérit fortement la consommation, affecte la variété des assortiments, nuit aux consommateurs et augmente le tourisme d'achat, notamment par les familles de classe moyenne aux conditions financières modestes.

L'initiative "Pour une économie durable et fondée sur une gestion efficiente des ressources (économie verte)" vise à ancrer dans la Constitution le principe d'une économie circulaire. D'ici à 2050, la Suisse doit réduire son empreinte écologique à l'équivalent d'une planète. Notre consommation actuelle de ressources devrait baisser d'au moins deux tiers (65%). Pour atteindre cet objectif irréaliste, la Confédération, les cantons et les communes devraient prendre des mesures radicales. Swiss Retail Federation, au même titre que le Conseil Fédéral et le parlement, s'oppose à cette initiative et recommande de la rejeter.

Les ressources naturelles représentent un élément essentiel pour la prospérité de notre pays. Les membres de Swiss Retail Federation sont favorables à une économie durable et respectueuse des ressources naturelles ainsi qu'à une politique environnementale efficace et économiquement viable. Ils s'engagent pour une économie « plus verte » et jouent un rôle majeur dans l'établissement d'une consommation durable, en contribuant notamment à la création d'organisations d'intérêt pour l'élimination (INOBAT, SENS, SLRS). La Suisse figure d'ailleurs au premier rang des classements sur la durabilité. Le succès de notre modèle repose sur le volontariat des mesures, l'auto-responsabilité des entreprises, le principe de subsidiarité et la coopération avec l'économie. Ces facteurs, primordiaux, doivent rester une priorité absolue.

La Suisse est une économie ouverte, soumise à une intense concurrence internationale. Dans le domaine écologique, elle ne peut faire cavalier seul et adopter une politique fiscale écologique ou des taxes d'incitations démesurées qui menaceraient ses entreprises, ses emplois et renchérraient fortement la consommation. Des exigences plus élevées que les standards en vigueur dans les pays limitrophes engendreraient des obstacles techniques au commerce.

Outre les voyages et les loyers, l'alimentation serait particulièrement affectée par cette initiative. De nouvelles taxes ou spécifications de produits entraîneraient une hausse du coût de la plupart des denrées alimentaires et menaceraient l'importation de produits depuis l'étranger. En plus de l'aspect des prix, l'initiative conduirait à une limitation du choix d'assortiment, à des obligations de collecte et à de nouvelles prescriptions de déclaration. Des exigences relatives aux produits différentes entre la Suisse et l'UE auraient, par exemple, pour effet de renchérrir les produits de 10 à 25% en raison des charges supplémentaires résultant de la production et de l'importation. Ces mesures auraient une influence directe sur la capacité concurrentielle des entreprises et seraient in fine à la charge des consommatrices et consommateurs (augmentation des prix, réduction de l'assortiment).

La Suisse deviendrait encore davantage un îlot de cherté, le pouvoir d'achat baisserait et les familles aux conditions financières modestes, pour lesquelles certains produits ne seraient plus abordables, seraient tentées par le tourisme d'achat, ce qui mettrait en danger la place du travail suisse.